

Virginie Collombier\*

*«Nouvelle Libye» ou «fin de la Libye»?  
Les chemins tracés par la transition post-Qadhafi*

Un peu plus de cinq ans après le début du soulèvement contre le régime de Mu'ammār Qadhafi dans l'Est du pays, la Libye semble chaque jour plus divisée et en proie aux violences et à l'insécurité. Deux parlements et deux gouvernements rivaux se disputent la légitimité du pouvoir depuis la mi-2014<sup>1</sup>, sans toutefois que l'un ou l'autre soit en mesure d'exercer un contrôle réel sur le territoire et les populations qu'ils prétendent gouverner. À Tripoli, le gouvernement dirigé par Khalifa Ghwell et issu du Congrès général national (GNC), élu en juillet 2012, dispose du soutien de groupes armés relativement puissants, mais sa capacité de mouvement et d'action est très limitée, voire inexistante, en dehors de la capitale. Dans l'Est, à al-Bayda, le gouvernement d'Abdallah al-Thinni semble tout aussi impuissant et soumis, lui aussi, au bon vouloir du général Haftar et des

---

\* Chercheur à l'Institut universitaire européen, Florence; associée au *Norwegian Peacebuilding Resource Center* (NOREF), Oslo.

<sup>1</sup> Cette division est la conséquence de l'élection en juin 2014 d'un nouveau Parlement, la Chambre des Représentants (CDR), destinée à remplacer la précédente assemblée élue en juillet 2012, le Congrès général national (CGN). Une partie des nouveaux élus à la CDR et des députés du CGN n'acceptent pas les modalités de transmission du pouvoir entre les deux chambres et la décision d'une partie des membres de la nouvelle CDR de baser cette dernière à Tobrouk, dans l'Est libyen, au lieu de la capitale, Tripoli. Il s'en est suivi un boycott des sessions de la CDR par plus d'une vingtaine des nouveaux élus. En novembre 2014, la décision de la Cour suprême d'invalider l'élection de juin 2014 a affecté directement la légalité de la CDR et accentué la crise. Cette décision n'est pas reconnue par la majorité des nouveaux députés et la communauté internationale continue à considérer la CDR comme l'unique Parlement légitime. Une partie des membres du CGN a décidé alors de recommencer à siéger à Tripoli et de former leur propre gouvernement, désormais concurrent du gouvernement formé par la CDR et basé dans la ville d'al-Bayda, dans l'Est.

forces et groupes armés qui lui sont alliés<sup>2</sup>.

La signature, sous l'égide des Nations Unies, d'un accord politique entre les principales factions en conflit, en décembre 2015, devait permettre la sortie de cette impasse institutionnelle et la formation d'un gouvernement d'accord national (GNA) unifié et accepté par toutes les parties. Après des mois de négociations, cependant, le gouvernement constitué sous la direction de Fa'ez Seraj n'a toujours pas été officiellement validé par un vote de la Chambre des représentants (le 'second' Parlement libyen, élu en juillet 2014, et installé à Tobrouk), mais il est désormais considéré par la communauté internationale comme la seule institution politique légitime. L'installation du GNA dans la capitale Tripoli, reportée pendant des semaines, a été rendue particulièrement compliquée par l'opposition du gouvernement Ghwell, tant à l'accord politique de décembre 2015 qu'au GNA.

Depuis la fin 2014, une quatrième 'autorité' tente par ailleurs de s'imposer sur le terrain et d'étendre son influence. Apparue en novembre 2014 dans la ville orientale de Derna, l'organisation de l'État islamique (EI) s'est progressivement emparée d'autres villes et territoires, notamment dans un rayon de plusieurs dizaines de kilomètres autour de la ville de Syrte, ancien fief de Mu'ammarr Qadhafi. Elle a aussi tenté de s'implanter à Sabratah, à proximité de la frontière tunisienne, et dispose vraisemblablement de militants, voire de petites cellules, dans les villes de Tripoli et Benghazi. Elle gagnerait également du terrain auprès des populations marginalisées du Sud, notamment dans la ville de Sebha.

Alors que l'année 2014 a marqué l'effondrement du processus politique et le début d'une confrontation armée de grande ampleur entre factions et groupes rivaux, le pays et la communauté nationale sont apparus de plus

---

<sup>2</sup> Officier de l'armée à l'époque de Qadhafi, fait prisonnier pendant la guerre entre la Libye et le Tchad, Khalifa Haftar a passé plus de vingt ans en exil aux États-Unis avant de rentrer en Libye à la faveur du soulèvement de 2011. Il est devenu alors l'un des principaux commandants la rébellion armée dans l'Est, avant d'être éclipsé durant les premières phases de la transition politique et de prendre sa retraite. Il réapparait sur le devant de la scène en février 2014 à travers un communiqué télévisé prononcé au nom de l'armée nationale libyenne dans lequel il réclamait la dissolution du GNC et du gouvernement et proposait une nouvelle feuille de route pour la transition. L'initiative a tourné court et a été perçue comme une tentative de coup d'État par les autorités de Tripoli. En mai 2014, Haftar a lancé une opération militaire de grande ampleur à Benghazi, présentée comme une bataille contre les groupes islamistes radicaux. Bien qu'officiellement en retraite, il est appuyé par une partie de ce qu'il reste de l'institution militaire dans l'est (en particulier l'armée de l'Air), des milices tribales et des jeunes civils. Après des mois de combats à Benghazi, Haftar a finalement été 'réintégré' dans les rangs des forces armées loyales au gouvernement d'al-Bayda, dont il est officiellement nommé Commandant en chef en mars 2015.

en plus fragmentés. Les divisions et les fractures se sont approfondies, entre régions (Ouest et Est en particulier), entre villes et communautés (et notamment entre les deux grands ‘vainqueurs’ de la révolution, les villes de Misrata et Zintan), entre ethnies (Touareg, Toubous et Zway dans le Sud), mais aussi au sein même de communautés et de groupes de solidarité qui avaient pourtant démontré une cohésion remarquable pendant la guerre et durant les premières phases de la transition (par exemple Misrata ou certaines grandes tribus de l’Est).

La situation qui prévaut actuellement dans le pays trouve évidemment ses racines dans le temps long, dans les soubresauts du processus de construction/création de l’État, dans les fractures héritées des modes de gouvernance de l’ère Qadhafi et, plus largement, dans les divisions et rivalités historiques entre régions, villes et communautés<sup>3</sup>. A ces divisions se sont cependant ajoutées de nouvelles lignes de faille nées de la guerre de 2011<sup>4</sup> – une guerre internationale et une guerre civile. Or, toutes ces fractures ont été largement sous-estimées – ou simplement ignorées – après la mort de Qadhafi. Les choix stratégiques opérés par les acteurs politiques libyens pour orienter la transition, le rôle des acteurs extérieurs pendant la guerre de 2011 et jusqu’à ce jour, ainsi que, paradoxalement, la nature même du processus de médiation politique mené par les Nations Unies, sont autant de facteurs qui ont contribué à entretenir et approfondir les divisions entre Libyens.

### *Le choix des acteurs politiques libyens: privilégier la compétition électorale sur la réconciliation nationale*

Bien que masquées par l’euphorie des révolutionnaires et les célébrations de la chute du régime, les fractures étaient réelles et profondes dans la Libye d’octobre 2011. Elles sont avant tout la conséquence de la guerre civile qui a opposé communautés pro- et anti-révolution durant plusieurs mois et qui laisse face-à-face un camp des vainqueurs (les villes et communautés ayant joué un rôle actif ou soutenu la révolution) et un camp des

<sup>3</sup> A.A. AHMIDA, *The Making of Modern Libya. State Formation, Colonization and Resistance, 1830-1983*, State University of New York Press, Albany 1994; M. OUANNES, *Militaires, élites et modernisation dans la Libye contemporaine*, L’Harmattan, Paris 2009.

<sup>4</sup> Voir par exemple W. LACHER, *Fault Lines of the Revolution: Political Actors, Camps and Conflicts in the new Libya*, SWP Research Paper 2013/RP 04, May 2013, <[http://www.swp-berlin.org/en/publications/swp-research-papers/swp-research-paper-detail/article/libyen\\_bruchlinien\\_der\\_revolution.html](http://www.swp-berlin.org/en/publications/swp-research-papers/swp-research-paper-detail/article/libyen_bruchlinien_der_revolution.html)> (dernier accès le 20.02.2016).

vaincus (les villes et communautés s'étant opposées à la révolution et ayant soutenu les forces de Qadhafi). Le conflit entre les villes de Misrata et Bani Walid illustre parfaitement ce clivage, qui se surimpose par ailleurs, comme souvent, à des rivalités et conflits historiques d'ordre politique ou foncier (comme, par exemple, dans la région du Jebel Nafussa, la zone montagneuse située au Nord-Est du pays)<sup>5</sup>. Dans le cas de Misrata et de Bani Walid, la fracture de 2011 se greffe sur le conflit historique opposant les deux villes<sup>6</sup> et prend une nouvelle dimension politique. Fer de lance de la révolution, Misrata a lancé à plusieurs reprises ses brigades armées à l'assaut du fief de Qadhafi, situé à moins de 150 kilomètres au Sud-Est de la ville côtière, et s'est efforcée d'y écraser toute velléité de résistance de la part des fidèles de l'ancien régime, s'en prenant à la communauté tout entière, procédant à des arrestations sur une base identitaire aux points de contrôle routiers, et jouant un rôle majeur dans l'exclusion des habitants de la ville (membres de la grande tribu Warfalla) du processus politique. Comme Bani Walid, les villes de Syrte, Tarhouna ou encore Tawergha, par exemple, et les familles et individus qui en sont originaires, étaient considérés comme favorables à l'ancien régime et, de ce fait, collectivement stigmatisés, marginalisés, parfois violentés<sup>7</sup>.

Un autre clivage majeur de la Libye post-2011 est celui qui oppose anciens militaires ayant fait défection et rejoint la révolution, parfois très tôt, et les civils ayant pris les armes contre les forces de Qadhafi<sup>8</sup>. Bien que les deux groupes aient la plupart du temps combattu côte-à-côte dans des brigades mixtes, les tensions et les rivalités les opposant se sont manifestées rapidement, les seconds reprochant aux premiers leur collaboration avec l'ancien régime et, parfois, la participation directe à la répression dont ils ont été victimes. C'est notamment le cas des combattants appartenant à la mouvance islamiste dans la ville de Benghazi, dont certains ont joué très

<sup>5</sup> W. LACHER et A. LABNOUJ, *Factionalism Resurgent: The War in the Jabal Nafusa*, in P. COLE et B. MCQUINN (dir.), *The Libyan Revolution and its Aftermath*, Hurst, Londres 2015, pp. 257-284.

<sup>6</sup> INTERNATIONAL CRISIS GROUP, *Divided We Stand: Libya's Enduring Conflicts*, in «Middle East/North Africa Report», n. 130, 14 sept. 2012, <<http://www.crisisgroup.org/en/regions/middle-east-north-africa/north-africa/libya/130-divided-we-stand-libyas-enduring-conflicts.aspx>> (dernier accès le 05.04.2016).

<sup>7</sup> INTERNATIONAL CRISIS GROUP, *Libya: Stop Revenge Crimes Against Displaced Persons*, «Human Rights Watch», 20 mars 2013, <<https://www.hrw.org/news/2013/03/20/libya-stop-revenge-crimes-against-displaced-persons>> (dernier accès le 05.04.2016).

<sup>8</sup> F. WEHREY, *Ending Libya's Civil War: Reconciling Politics, Rebuilding Security*, Carnegie Endowment for International Peace, sept. 2014, <[http://carnegieendowment.org/files/ending\\_libya\\_civ\\_war.pdf](http://carnegieendowment.org/files/ending_libya_civ_war.pdf)> (dernier accès le 05.04.2016).

vraisemblablement un rôle dans l'assassinat, dès juillet 2011, du général Abd al-Fatah Younis, ancien ministre de l'Intérieur de Qadhafi devenu commandant en chef de l'armée rebelle. De même, la série d'assassinats et d'attentats qui ont ensanglanté Benghazi dès la fin 2012, visant tout particulièrement d'anciens officiers de l'appareil sécuritaire et des juges, est, au moins en partie, la manifestation de la revanche violente que certains anciens opposants cherchaient à prendre contre leurs anciens ennemis. Dans l'Ouest du pays, les rivalités entre les deux principales forces militaires de la révolution, Misrata et Zintan, ont pris de même rapidement la forme d'un conflit entre les nombreux membres des brigades de Zintan ayant occupé des fonctions dans les structures de sécurité sous Qadhafi et les jeunes révolutionnaires majoritairement issus du monde civil composant les brigades de Misrata<sup>9</sup>. Au cours des années 2013-2014, la compétition entre les deux groupes est devenue centrale dans le jeu politique, à travers l'affrontement direct entre un camp – Misrata et ses alliés – présenté comme 'révolutionnaire' ou 'islamiste', suivant le parti pris du locuteur, et un autre camp – Zintan et ses alliés – présenté comme 'proche de l'ancien régime' ou 'libéral'.

Enfin, les rivalités entre Ouest et Est du pays se sont intensifiées rapidement, recouvrant partiellement les clivages précédents, alors que la reconstruction du système politique et les enjeux qui y sont liés en termes de redistribution du pouvoir et des ressources ont fait resurgir les compétitions historiques entre élites de Cyrénaïque (qui ont dominé le jeu politique à l'époque de la monarchie) et élites de Tripolitaine (notamment de Tripoli et Misrata).

Ajoutées aux divisions, à la compétition et à l'absence de confiance entre communautés héritées de l'ère Qadhafi, ces nouvelles lignes de fracture constituent un défi majeur à surmonter pour reconstruire un ordre politique acceptable et accepté par la majorité des Libyens. Le choix des nouvelles élites libyennes de centrer le processus de transition sur l'organisation d'élections parlementaires rapides et, donc, de privilégier la légitimité électorale sur la réconciliation nationale, a probablement constitué une première erreur stratégique. L'ensemble des acteurs, politiques et militaires, se sont montrés prêts à tout pour s'assurer le contrôle des institutions naissantes et des ressources découlant du contrôle de l'appareil d'État (provenant de l'exploitation des ressources énergétiques, mais aussi de la possession des armes et du contrôle sur l'appareil sécuritaire, ainsi

<sup>9</sup> B. MCQUINN, *After the Fall: Libya's Evolving Armed Groups*, in «Small Arms Survey Working Paper», 12, octobre 2012, <<http://www.smallarmssurvey.org/fileadmin/docs/F-Working-papers/SAS-WP12-After-the-Fall-Libya.pdf>> (dernier accès le 05.04.2016).

que de la reconnaissance internationale).

En raison de l'absence de confiance entre communautés et groupes rivaux et de l'importance des enjeux pour ceux-ci, le dialogue et la fabrique du consensus se sont avérés particulièrement difficiles à organiser au sein du Congrès général national (GNC), le Parlement élu en juillet 2012. Confrontées à des divergences profondes (notamment sur la question de la reconstruction de l'appareil sécuritaire et de la façon de traiter les proches de l'ancien régime) et incapables de prendre des décisions consensuelles, les nouvelles élites politiques se sont progressivement appuyées sur les groupes armés qu'elles considéraient comme fiables ou loyaux (souvent parce qu'issus des mêmes communautés) et ont forcé l'adoption de décisions politiques contestées (par exemple la Loi d'exclusion politique adoptée en mai 2013). À partir de la mi-2014, le lancement de l'Opération 'Dignité' par le général en retraite Khalifa Haftar à Benghazi, puis la bataille entre groupes armés alliés à Misrata et à Zintan pour le contrôle de l'aéroport et des points stratégiques à Tripoli durant l'été, ainsi que l'affrontement militaire direct entre partisans des deux gouvernements rivaux autour du terminal d'exportation pétrolier de Sidra en décembre, ont signalé l'effondrement total du processus de transition politique tel qu'il était envisagé en 2011. Non seulement la compétition pour le pouvoir s'est dès lors déroulée en-dehors de tout cadre politique institutionnel, mais le contrôle direct du terrain et des ressources qui s'y trouvent sont devenus un enjeu crucial.

Ces développements sont incontestablement la conséquence du choix d'une transition politique (et d'une conception de la démocratie) fondée en priorité sur la compétition entre groupes concurrents sans prise en compte du contexte propre à la Libye post-2011: l'absence fondamentale de confiance entre groupes et communautés, l'absence d'expérience du dialogue et du compromis politique, des institutions naissantes (partis, parlement, gouvernement) et trop faibles pour organiser et canaliser la compétition, ainsi que la présence de groupes armés jouissant d'un ancrage et d'une légitimité localement souvent bien supérieurs à ceux des nouvelles élites politiques.

*Le 'grand jeu' des acteurs extérieurs en Libye: donner du pouvoir, entretenir la compétition, favoriser la violence*

L'action directe et indirecte des acteurs extérieurs sur le terrain libyen a également eu des conséquences profondes sur les rapports entre les nouveaux

partis et groupes politiques, les formations armées issues de la guerre de 2011 ou constituées par la suite, et la société dans son ensemble. Les soutiens dont ont ainsi bénéficié divers acteurs libyens, dès les premières semaines de la guerre, se sont en effet poursuivis sous différentes formes au cours des quatre années suivantes et ont contribué à créer et à renforcer de nouveaux clivages.

Confronté à des difficultés face aux forces de Qadhafi, le leadership militaire et politique des forces révolutionnaires a rapidement sollicité et obtenu le soutien de pays étrangers, notamment en matière de télécommunications et d'armement, fourni de manière directe ou à travers des intermédiaires<sup>10</sup>. Les États membres de l'OTAN ont construit leurs propres relations avec les forces combattantes libyennes, déployant des officiers de liaison et établissant ainsi des relations privilégiées avec certains groupes armés ou certaines communautés. Plusieurs figures libyennes se sont ainsi distinguées dès mars-avril 2011 comme les principaux chefs des différents réseaux à travers lesquels transitait ce soutien, alimenté principalement par le Qatar, le Soudan et les Émirats arabes unis (EAU), ou encore la France et la Grande-Bretagne. Mahmoud Jibril, Aref Nayed, Ali Sallabi ou encore Abdelhakim Belhadj ont joué un rôle central dans ce dispositif, qui a permis aux forces révolutionnaires de développer leurs capacités et de préparer la prise de Tripoli.

La fourniture d'aide extérieure aux révolutionnaires libyens porte cependant la marque de la compétition opposant les 'parrains' des forces révolutionnaires (en particulier le Qatar et les EAU) et se traduit sur le terrain libyen. L'accès à l'aide extérieure transite, de fait, essentiellement à travers deux réseaux concurrents, opposés par des différends idéologiques (globalement structurés autour d'un clivage entre islamistes et 'libéraux'), mais aussi par une conscience très claire des enjeux liés à l'obtention d'une puissance militaire, financière et diplomatique. La compétition entre les deux camps s'est intensifiée rapidement, se traduisant par des divisions et des tensions croissantes au sein même du Conseil national de transition (CNT), chaque camp et chaque groupe au sein de ce camp cherchant à attirer ou à détourner le soutien extérieur à son profit en vue d'acquiescer une supériorité sur ses concurrents parmi les forces révolutionnaires.

Alors même que la guerre se poursuivait et que le régime de Qadhafi n'était pas encore tombé, la grande bataille, celle pour le contrôle de la capitale et du nouveau régime, avait déjà commencé. Le soutien extérieur a contribué largement à l'émergence de nouveaux acteurs sur la scène

<sup>10</sup> P. COLE et U. KHAN, *The Fall of Tripoli: Part 1* et *The Fall of Tripoli: Part 2*, in COLE et MCQUINN (dir.), *The Libyan Revolution and its Aftermath*, cit.; F. WEHREY, *NATO's intervention, ibid.*

politique et militaire. Leur pouvoir, principalement issu des armes, de l'argent et de la reconnaissance fournis par l'extérieur, est fondé sur des bases différentes des ressorts habituels de la notabilité et du pouvoir sous Qadhafi, et se traduit parfois par une distance inédite entre les nouvelles 'figures' issues de la guerre et la société et les communautés locales.

Si l'organisation des élections parlementaires de juillet 2012 a largement été interprétée en Libye et à l'étranger comme un succès, marquant la sortie de la violence et le début de la transition vers un régime démocratique, la compétition entre groupes rivaux, déjà observable durant la guerre, n'a pas pris fin avec l'entrée en fonction du GNC. Au contraire, les enjeux considérables liés aux élections, en particulier la mise en place de nouvelles institutions politiques et de nouveaux mécanismes de distribution du pouvoir, ont conduit à une intensification de la compétition entre factions et groupes rivaux. Dans cette nouvelle phase de la bataille pour le pouvoir, les acteurs extérieurs ont continué à jouer un rôle important, à travers les liens créés avec certains groupes durant la guerre et le soutien qu'ils continuent à leur apporter, ainsi qu'aux partis formés après la guerre et, désormais, au cœur de la compétition pour le pouvoir au sein du GNC. Alors que la situation de blocage et l'incapacité des partis rivaux à trouver un consensus sur les questions majeures de la transition sont de plus en plus évidents, les acteurs politiques libyens ont continué à pouvoir compter sur le soutien matériel et politique de leurs parrains extérieurs respectifs (Qatar et Turquie pour le camp islamiste, Émirats arabes unis et Égypte pour le camp 'libéral') et ne sont, par conséquent, en rien incités ou forcés à faire des compromis pour s'accorder avec leurs rivaux.

Par leurs actions (qu'elles soient calculées ou non), les pays étrangers ont participé ainsi aux dysfonctionnements et aux blocages du GNC et des institutions politiques naissantes, puis, au glissement progressif du conflit politique sur le terrain militaire. À partir de 2013, l'usage de la force par les partis rivaux et les groupes armés qui leur sont alliés pour forcer l'adoption de décisions politiques, a été en effet alimenté par la poursuite de la fourniture d'armes aux parties en conflit. Du fait de l'incapacité des institutions à canaliser et à organiser la compétition pour le pouvoir, la bataille a progressivement repris sur le terrain et par les armes. En plus de voir s'affronter les principales forces issues de la révolution, la Libye devient également l'un des terrains sur lesquels s'exprime la compétition entre pays de la région. Les divisions intra-libyennes s'en trouvent évidemment exacerbées.

Le déclenchement de l'Opération 'Dignité' par le général en retraite Khalifa Haftar à Benghazi en mai 2014 constitue un élément majeur de



l'accélération de cette dynamique, alors même que le processus politique est totalement bloqué, que les tensions augmentent entre factions rivales sur le terrain et que de nouvelles élections parlementaires sont programmées en juillet 2014 pour tenter de résoudre la crise. Là encore, le positionnement et l'intervention des acteurs extérieurs allaient intensifier les divisions entre acteurs libyens.

Le soutien direct de l'Égypte et des Émirats arabes unis au général Haftar dans son offensive contre les groupes islamistes à Benghazi, en particulier, a eu pour effet d'intensifier les divisions et la violence entre les principales factions rivales. Tout d'abord, parce que ce soutien était publiquement affiché et fourni directement à Haftar, alors même que l'initiative de ce dernier avait été lancée sans l'aval du gouvernement ni de la hiérarchie militaire. Ensuite, parce qu'il donnait à Haftar et à ses alliés (une partie de l'armée nationale seulement – mais notamment l'armée de l'Air – des milices tribales, des civils ayant pris les armes) les moyens de mener le combat dans la durée et contre des 'ennemis' qui regroupent, en réalité, un spectre bien plus large de groupes que les milices islamistes extrémistes présentées comme la cible de l'opération. Ce faisant, l'Opération 'Dignité' a eu pour effet de rassembler au sein d'une même coalition (le Conseil consultatif des révolutionnaires de Benghazi) des groupes très différents quant à leur nature et à leur idéologie (notamment Ansar al-Sharia, des groupes armés liés aux Frères musulmans, ainsi que des jeunes révolutionnaires ayant combattu avec les précédents, mais n'ayant pas les mêmes affiliations idéologiques ou politiques), mais désormais rassemblés autour d'un objectif commun: la lutte contre Khalifa Haftar, devenu tout à la fois symbole du retour de l'ancien régime, de l'appareil sécuritaire de Qadhafi, de la répression des islamistes et d'une nouvelle dictature en puissance.

De fait, le lancement de l'Opération 'Dignité' a marqué un tournant dans la polarisation et l'intensification de la violence armée entre factions dites 'libérales' (et liées à l'ancien régime), incarnées par Khalifa Haftar et le nouveau Parlement issu des élections de juillet 2014, désormais basé à Tobrouk dans l'Est libyen, et factions dites 'islamistes', réunies dans une coalition dominée par les élites politiques et militaires des villes de Misrata, Tripoli, Zawiya et Gharyan, officiellement loyales au gouvernement issu de l'ancien GNC, toujours basé à Tripoli. Pour ces derniers et, de manière générale, dans l'Ouest libyen, la personnalité de Haftar et son retour sur le devant de la scène à la tête de l'institution militaire sont totalement inacceptables dans la Libye post-révolutionnaire. Le soutien inconditionnel et l'intervention militaire directe de l'Égypte et des EAU

en faveur de Haftar et du camp de Tobrouk a conduit au raidissement des positions et découragé tout compromis entre les forces rivales. Forts du soutien de deux parrains puissants, Haftar et ses alliés sont encouragés à penser qu'ils peuvent s'imposer par les armes. Également soutenu par ses propres parrains régionaux, quoique de manière plus discrète, le camp de Tripoli (représenté par les forces rassemblées dans l'Opération Aube de Libye) est entré à son tour dans la confrontation directe, comme l'ont illustré les combats pour le contrôle de l'aéroport de Tripoli durant l'été 2014. La Libye est désormais divisée de facto en deux autorités concurrentes, respectivement basées à Tripoli et à Tobrouk/al-Bayda, qui se disputent la reconnaissance et le pouvoir. La fracture latente entre Est et Ouest du pays est désormais apparente.

*La médiation selon les Nations Unies: tenter de gérer les puissants, de rassembler les 'modérés' ... et oublier les exclus*

C'est pour tenter de mettre fin à cette division et aux violences qui en découlent et de sortir de l'impasse institutionnelle créée par l'élection en juillet 2014 d'un nouveau Parlement non reconnu par une partie des Libyens, que les Nations Unies ont initié un processus de médiation entre factions rivales à la fin de l'année 2014.

L'objectif initial de cette médiation était relativement limité: il visait uniquement à convaincre une partie des députés élus en juillet 2014, mais qui refusaient de siéger à la nouvelle Chambre des représentants, de cesser leur boycott (ils protestaient notamment contre les conditions de son entrée en fonction et son transfert dans la ville d'al-Bayda). La Mission d'appui des Nations Unies en Libye (UNSMIL) a alors entrepris de réunir des représentants des deux groupes de députés – les tenants du boycott et ceux qui siègent à la Chambre – afin d'obtenir la fin du boycott, pour que la nouvelle Chambre puisse fonctionner normalement.

En novembre 2014, la décision de la Cour suprême libyenne d'invalider les élections de juillet et, donc, de contester l'existence légale de la Chambre des représentants, a compliqué sérieusement le processus de médiation entrepris par l'UNSMIL et obligé cette dernière à reconsidérer le format et la nature même de la négociation. Le dialogue (indirect) était désormais organisé par la mission onusienne entre représentants des forces politiques considérées comme les plus puissantes et les plus en mesure d'influencer la situation politique et sécuritaire sur le terrain, c'est-à-dire les acteurs capables de mettre fin à la crise institutionnelle ou ayant une

capacité de nuisance. L'objectif était désormais de favoriser un accord sur un nouveau cadre institutionnel et procédural pour gérer une nouvelle phase de transition. Pour cela, l'UNSMIL a adopté une stratégie qui consiste à: 1) se concentrer sur les négociations avec et entre les acteurs les plus influents; 2) favoriser la fragmentation des deux grandes coalitions rivales, le camp Haftar/gouvernement de Tobrouk et le camp GNC/Aube de Libye, en mettant à jour les intérêts divergents des acteurs composant ces deux blocs; 3) inciter à la formation d'une nouvelle grande coalition 'centriste', rassemblant les 'modérés' des deux camps, c'est-à-dire les groupes et individus prêts à des compromis pour sortir de la crise (tout en servant leurs intérêts et ceux de la nation libyenne).

En dépit des fortes résistances et de la lenteur du processus, la stratégie de l'UNSMIL s'est avérée relativement efficace. La dynamique de fragmentation des coalitions recherchée s'est enclenchée et a notamment eu pour conséquence le retrait des brigades de Misrata des zones de combats contre Zintan et ses alliés dans l'Ouest libyen. L'effet sur les alliés de Misrata et la coalition Aube de Libye dans son ensemble a été rapide, les différents groupes et factions originaires des principales villes révolutionnaires (notamment Misrata, Zawiya, Gharyan) se recentrant sur leurs intérêts particuliers et décidant, par exemple, de participer au dialogue des municipalités et des conseils locaux organisé par l'UNSMIL à partir de janvier 2015.

Cette évolution a permis la formation d'une réelle base de soutien pour l'accord politique signé en décembre 2015 et pour le Gouvernement national d'Accord (GNA) dirigé par Fa'ez Seraj parmi les principales forces politiques et militaires de l'Ouest libyen. Les forces les plus radicales, représentées par le président du GNC Nuri Abu Sahmain, le Premier ministre du gouvernement basé à Tripoli, Khalifa Ghwell, le grand Mufti Sadeq al-Gharyani et les groupes armés qui leur sont fidèles, se sont retrouvées isolées, même si elles conservent une capacité de nuisance réelle sur le terrain, notamment dans la perspective de l'installation du GNA à Tripoli. Leur refus de l'accord politique soulève également des interrogations quant à la possible application de ce dernier, en particulier pour ce qui touche à la participation des membres de l'ex-GNC dans le nouveau dispositif institutionnel de transition.

Bien que l'UNSMIL utilise une stratégie similaire pour tenter de lever l'obstacle constitué par la présence du général Haftar à la tête des forces armées et de désolidariser les principales forces politiques, militaires et sociales de l'Est libyen de celui-ci, les résultats se sont avérés beaucoup moins concluants. Les négociations menées sous l'égide des Nations Unies

ont certes conduit à une fragmentation accrue des forces en présence dans l'Est et ont permis l'émergence d'un bloc favorable à l'Accord politique et à la mise à l'écart du général Haftar. Cette évolution a notamment été illustrée par la nomination du colonel Al-Mahdi al-Barghathi, officier originaire de l'Est, au poste de ministre de la Défense du GNA. La stratégie onusienne n'a cependant, jusqu'à présent, pas permis un basculement des rapports de force dans l'Est en faveur des forces 'modérées' partisans de l'Accord politique et du GNA: le cas du général Haftar et la question du contrôle des forces armées demeurent des points de blocage majeurs pour les principaux acteurs politiques et militaires de l'Est.

Les rancœurs accumulées entre populations et élites de l'Ouest et de l'Est de la Libye depuis 2012 exercent en outre une influence considérable sur le processus de dialogue en cours. La perception par la population de Benghazi d'avoir été abandonnée par les Libyens de l'Ouest lorsque les assassinats et les attentats se sont succédé à partir de 2012, a créé une fracture profonde entre les deux parties du pays, d'autant plus que le GNC et le gouvernement de Tripoli sont accusés d'avoir apporté un soutien direct aux milices extrémistes responsables des crimes commis à Benghazi. Cette expérience douloureuse est, par ailleurs, venue se surimposer aux divisions et rivalités historiques entre élites de Cyrénaïque et de Tripolitaine, accentuant encore le fossé entre les deux régions et leurs populations.

Dans ce contexte, les développements récents et, en particulier, la stratégie des Nations Unies et de la communauté internationale consistant à forcer l'entrée en vigueur de l'Accord politique en l'absence de vote positif de la Chambre des représentants (comme le prévoit le texte de l'Accord) et à soutenir l'installation du GNA à Tripoli en dépit de l'opposition d'une grande partie des forces politiques, militaires et sociales de Cyrénaïque, pourrait avoir pour effet d'accélérer la division de facto du pays.

Un autre aspect majeur de la stratégie de médiation privilégiée par les Nations Unies a résidé dans l'exclusion de fait d'une partie considérable de la communauté nationale du processus de dialogue et de l'accord sur les bases du nouvel ordre politique en construction. Le choix de faire des principaux acteurs politiques les interlocuteurs quasi exclusifs de l'UNSMIL (au moins jusqu'à la fin 2015) a été dicté par la nécessité de stabiliser la situation sur le terrain le plus rapidement possible. Priorité a ainsi été donnée à la gestion de l'urgence de la crise, plutôt qu'à l'élaboration de solutions durables aux problèmes de fond soulevés par la transition post-Qadhafi.

Ce choix a induit deux effets susceptibles d'avoir des conséquences sur la reconstruction d'un ordre politique unifié et accepté par la majorité

des Libyens. Tout d'abord, le dialogue politique n'a accordé qu'une attention minimale à la société civile libyenne et aux personnalités respectées et influentes en son sein, qui auraient pu jouer un rôle crucial de connexion entre les Nations Unies, les acteurs politiques de premier plan partie prenante au dialogue, et les citoyens libyens présents sur le terrain au quotidien. La mise à l'écart de la société et de ses possibles représentants non politisés ou non armés pourrait ainsi s'avérer un obstacle à la mise en œuvre concrète d'un Accord politique censé ramener la paix civile et rassembler les Libyens autour de nouvelles institutions politiques. De même, l'exclusion du dialogue des communautés considérées aujourd'hui encore comme hostiles à la révolution, qu'elles résident sur le territoire national ou à l'étranger (notamment dans les pays voisins de la Libye), fait peser une menace réelle sur la disposition de ces communautés à accepter et respecter de nouvelles institutions politiques dont elles n'ont en rien participé à l'élaboration. L'émergence et l'implantation de l'organisation de l'État islamique dans la ville de Syrte, marginalisée sur le plan politique et économique et réduite à l'impuissance sur le plan militaire après 2011, illustre également les dangers liés à l'exclusion de segments significatifs de la communauté nationale du processus de dialogue et leur possible impact sur l'avenir de l'État libyen, sa forme et ses institutions.

\*\*\*

Passée l'euphorie de la chute du régime et de l'organisation réussie des premières élections libres et concurrentielles, la transition libyenne a suivi une trajectoire caractérisée par une concurrence de plus en plus violente entre groupes et communautés rivales et par la paralysie, puis l'effondrement des institutions politiques naissantes. L'année 2014 a constitué un point de rupture, avec l'entrée dans une nouvelle phase de confrontation armée entre groupes, factions et coalitions en compétition pour le contrôle des ressources politiques, économiques et militaires.

La fragmentation du territoire en une multitude d'espaces soumis au contrôle de groupes locaux hétéroclites, entretenant des relations ambiguës avec les autorités politiques nationales, s'est accompagnée d'une division institutionnelle entre deux, puis trois autorités concurrentes, et une expansion des groupes djihadistes et criminels, à la faveur du vide politique et sécuritaire.

En dépit du processus de médiation mené par les Nations Unies, des forces politiques et militaires disposant d'une influence et d'une capacité de nuisance significatives continuent à refuser le nouveau cadre institutionnel

envisagé pour remettre la transition sur les rails. Le dialogue politique n'est par ailleurs pas parvenu à rétablir la confiance entre les Libyens en général et, plus particulièrement, entre élites politiques de l'Ouest et de l'Est du pays, dont les intérêts et les trajectoires paraissent de plus en plus conflictuels et divergents.

L'explication couramment avancée pour justifier la nature de ces développements souligne que le renversement de Qadhafi a signifié la disparition du 'centre' du pouvoir, le seul capable de réunir dans un seul ensemble les diverses composantes de la communauté libyenne, que ce soit par la contrainte ou par intérêt, et qu'en l'absence d'institutions et, plus généralement, de système de gouvernement formalisé, les tendances centrifuges des différents groupes et communautés ne sont plus contrecarrées.

L'appartenance à une 'communauté' primaire (au sens de 'asabiyya), qu'elle soit ethnique, tribale, régionale ou locale, revêt sans aucun doute un caractère central pour la majorité des Libyens: elle définit en partie leur identité, mais assure aussi leur protection en temps de crise, comme l'a montré l'expérience de la guerre de 2011. Cette appartenance communautaire n'est cependant pas incompatible et ne met pas automatiquement en question la possibilité d'une coexistence, à d'autres niveaux, avec l'appartenance à une communauté 'nationale', également importante dans la définition de l'identité des individus.

Affirmer, au sortir de l'ère Qadhafi, que sans force capable d'imposer le vivre-ensemble, la Libye n'existe plus, ni comme État, ni comme nation, est discutable. L'État et la nation existent bel et bien comme référent et comme imaginaire pour les Libyens eux-mêmes (et quelles que soient les réalités que ces deux concepts recouvrent concrètement). La bataille qui perdure aujourd'hui entre partisans et opposants de la révolution autour des symboles que constituent le drapeau et l'hymne national libyen l'illustre par exemple. Les villes de Tripoli et de Benghazi ont constitué des lieux de brassage et de mixité, avec leurs universités (même si c'est dans une moindre mesure), et sont, selon les Libyens qui ont vécu et grandi sous le régime de Qadhafi, devenues des espaces du vivre-ensemble, de la mixité et de la formation d'une nation libyenne. Le pétrole et les ressources qui en découlent ont, par ailleurs, indiscutablement joué un rôle central comme ciment de l'État, dans la mesure où ils ont forcé l'unité des trois provinces libyennes originelles (Tripolitaine, Fezzan, Cyrénaïque), d'autant plus que les Libyens, dans leur quasi-totalité, en ont bénéficié à travers la redistribution de la rente organisée par le 'centre' du pouvoir.

La disparition de ce 'centre', avec la mort de Qadhafi, n'impliquait pas cependant inéluctablement la fragmentation extrême et la compétition

violente qui ont caractérisé la transition depuis 2011 et qui pourraient, sur le long terme, menacer l'existence-même de la Libye comme État unitaire. Les dynamiques propres à la guerre de 2011 ont profondément influencé le cours de la transition. De même, les choix opérés par les nouvelles élites politiques libyennes, l'intervention des acteurs extérieurs et la nature du processus de médiation onusien, ont contribué à accroître les divisions et la fragmentation du territoire et de la communauté 'nationale'.

L'extrême dégradation de la situation économique et financière du pays au cours de l'année écoulée, du fait de l'effondrement de la production et des exportations pétrolières et des divisions institutionnelles, fait désormais courir un risque majeur pour l'avenir même de l'État libyen. À défaut de la mise en œuvre rapide d'un processus participatif et favorisant le consensus pour construire de nouvelles institutions capables d'organiser le vivre-ensemble, le lien unissant les Libyens à leur État risque d'être affecté de manière encore plus significative.

Le 22 mars 2016

